

Infos Palestine

Bulletin de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
n°22 – Novembre/Décembre 2008 – 2 €

Numéro spécial Conférence des donateurs de Paris Un an après

Nous sommes dans l'ère des célébrations et anniversaires. Il y a un an, avait lieu la conférence d'Annapolis, où chacune des parties protagonistes s'engageait à reprendre les négociations et parvenir à la paix.

En décembre 2007, avait aussi lieu la Conférence internationale des donateurs pour l'Etat palestinien à Paris, qui devait venir en aide aux Palestiniens, plus que jamais divisés entre Ramallah et la bande de Gaza contrôlée par le Hamas depuis juin 2007. Un an après, ni Mahmoud Abbas, ni Ehud Olmert, encore moins Georges W. Bush ne sont parvenus à un accord alors que se profilent en 2009 d'importants changements de gouvernance mondiale.

Côté français, l'engagement était manifeste. Le discours de Nicolas Sarkozy lors de la Conférence de Paris posait clairement les conditions de la création d'un Etat palestinien : « *Le gel complet et immédiat de la colonisation est une priorité [...] les Palestiniens doivent disposer de leur territoire et le mettre en valeur* ». Depuis cette conférence, le pouvoir exécutif français, le Président Nicolas Sarkozy et son ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner en tête, a multiplié les déplacements sur le terrain.

Malheureusement, le processus d'aide financière n'a pas permis une évolution significative de la situation sur le terrain. Ce qui pose la question inévitable des solutions futures pour relancer l'idée d'un Etat palestinien principalement de celle d'une solution économique à un problème fondamentalement politique.

Alors que les Territoires palestiniens et Israël font cette année l'objet d'une actualité foisonnante, des 60 ans d'Israël, à la commémoration des 60 ans de la « Nakba » (la catastrophe), l'approche de nouvelles échéances électorales pour tous les protagonistes met le processus de paix une nouvelle fois entre parenthèses.

D'un côté, Mahmoud Abbas voit les élections approcher et la peur du Hamas joue aussi efficacement que la peur du gendarme. Le Premier ministre palestinien a annoncé qu'il convoquerait des élections générales début 2009 si le dialogue avec le Hamas devait échouer. De l'autre côté, la montée de la droite radicale et nationale du Likoud, défenseur du grand Israël, Benjamin Netanyahu en tête, pourrait bien voir la fin du parti « modéré » Kadima. On connaît ses positions: pour la colonisation, le renforcement de la « Judée et de la Samarie » (Cisjordanie) comme avant-postes et cœur d'Israël, et surtout : contre l'Etat palestinien.

Aujourd'hui, les colons qui étaient la caution morale et religieuse de la politique expansionniste d'Ehud Barak, comme d'Ariel Sharon puis d'Ehud Olmert, donnent une indication sur l'ambiance qui règne en Israël depuis plusieurs mois. Leurs actions deviennent de plus en plus radicales et pour la première fois, ils attaquent des figures de la gauche pacifiste israélienne comme Zeev Sternhell.

Comme s'ils craignaient que le pays rende les Territoires occupés. Qu'en fin de compte, Israël n'ait plus le choix pour la paix.

Sébastien Boussois.

Sébastien Boussois est docteur en sciences politiques et chercheur associé à l'École Pratique des Hautes Études (Sorbonne). Il est l'auteur du livre *Israël confronté à son passé, essai sur l'influence de la nouvelle histoire* (L'Harmattan, 2008), et dirige la collection *Reportages* aux Editions du Cygne.

Sommaire :

Quatre questions à Philippe Lazzarini (Directeur du Bureau de Coordination des Affaires humanitaires des Nations unies dans les Territoires palestiniens occupés) - Page 2/ **Entretien avec Mesky Brhane** (Responsable du secteur des ONG à la Banque mondiale - Jérusalem) - Page 3/ **Un an de mobilisation en France** - Page 3/ **2007 - 2008 : Cinq rapports essentiels** - Page 4

Quatre questions à Philippe Lazzarini (Directeur du Bureau de Coordination des Affaires humanitaires des Nations unies dans les Territoires palestiniens occupés - OCHA - www.ochaopt.org)

La Banque mondiale rappelait avant la Conférence des donateurs de Paris que, sans liberté de mouvement dans les Territoires palestiniens, l'aide internationale n'aurait pas d'effet. Qu'en est-il de cette liberté, un an après ?

« Au total, seuls 60% de la Cisjordanie est accessible à la population palestinienne ».

Il y a actuellement 630 obstacles en Cisjordanie qui entravent la liberté de mouvement des Palestiniens en Cisjordanie. Ces obstacles sont constitués de checkpoints militaires, de tranchées, de blocs de pierre, de murs de terre, et composent la politique de bouclage israélienne. Depuis décembre 2007, leur nombre a augmenté de 3%. Les autorités israéliennes ont appliqué une série de mesures destinées à faciliter la liberté de mouvement des Palestiniens en Cisjordanie. Ce sont des mesures que nous encourageons. Celles-ci ont toutefois un effet limité géographiquement.

De façon générale, la liberté de mouvement des Palestiniens reste restreinte. Concernant le mur, sa construction en Cisjordanie se poursuit. 57% ont été achevés jusqu'à présent. Les conséquences sont grandes sur la vie quotidienne des Palestiniens. Une fois le mur achevé, 9,5 % de la Cisjordanie sera située du côté Ouest du mur. Plus de 285 000 Palestiniens se retrouveront entre le mur et la ligne verte (ligne d'armistice de 1949). Il est important d'ajouter que contrairement à de précédents engagements (du gouvernement israélien - NDLR), la colonisation s'est encore poursuivie en 2008. Le gouvernement israélien a plusieurs fois affirmé que sa politique de bouclage en Cisjordanie a pour objectif de protéger les citoyens israéliens qui vivent en Israël et en Cisjordanie. Si on examine ce territoire de façon générale, on constate l'existence d'un système de contrôle complexe, composé des checkpoints, de la zone entre le mur et la ligne verte, des routes à accès limité, des réserves naturelles et des zones militaires israéliennes interdites à la population palestinienne. Au total, seuls 60% de la Cisjordanie lui est accessible.

Quels sont les régions de Cisjordanie les plus touchées par la politique de bouclage israélienne ?

A nos yeux, trois zones sont concernées en Cisjordanie, des endroits où les populations sont les plus vulnérables, en raison du bouclage israélien, du mur et des colonies : **La zone entre le mur et la ligne verte**, où les fermiers palestiniens ont de grandes difficultés à se rendre sur leurs terres ; **les zones proches des colonies** où la tension est grande en raison des violences commises par les colons israéliens (500 000 colons vivent en Cisjordanie. La ville de Naplouse est par exemple entourée par 14 colonies) ; **et la zone C** (zone entièrement contrôlée par Israël, selon les accords d'Oslo - NDLR) est extrêmement sensible car la population palestinienne est sous la menace d'être expulsée, suite aux destructions de maisons. Ces zones feront l'objet d'un suivi renforcé de la part de l'OCHA.

Pouvez vous nous décrire l'évolution de la situation dans la bande de Gaza depuis un an ?

Le blocus de la bande de Gaza a débuté à la mi-juin 2007 et n'a depuis cessé de se renforcer, surtout depuis le 5 novembre 2008. En conséquence, les indicateurs socio-économiques n'ont cessé de se dégrader. Le taux de pauvreté a atteint 49%. 100 000 personnes ont perdu leur emploi en 2008 et 98% du secteur privé a cessé son activité ou est en passe de le faire. Ceci a pour conséquence une dépendance de plus en plus grande vis à vis de l'aide humanitaire dont est tributaire 76% de la population. Des zones importantes de la bande de Gaza sont confrontées à des coupures de courant entre 4 et 12 heures par jour, en raison d'un approvisionnement en fuel trop bas et du manque de pièces de rechange à destination de la centrale électrique de Gaza. Nous avons récemment appris que plusieurs banques ont dû fermer par manque de liquidités. On constate aussi une pénurie en gaz domestique et en eau potable. Le blocus touche également des secteurs aussi essentiels que la santé et l'éducation.

« Tant qu'une solution politique ne sera pas trouvée, nous assisterons malheureusement à l'aggravation de la situation humanitaire dans les Territoires palestiniens ».

Les points de passage de et vers la bande de Gaza ouvrent de façon sporadique. Ils ont été par exemple fermés les 6 derniers jours (du 26 novembre au 1er décembre - NDLR) pour ouvrir de façon partielle ce matin (2 décembre - NDLR). Ces ouvertures sont bien sûr importantes mais elles n'auront véritablement d'impact que si elles sont régulières. Pour empêcher une détérioration supplémentaire de la situation, il faut aussi que soit possible l'importation dans la bande de Gaza des pièces de rechange essentielles pour la maintenance et le fonctionnement de la centrale électrique, des circuits de distribution d'eau et autres services essentielles à la population civile. La protection des civils palestiniens est aussi un problème majeur. 88% des pertes palestiniennes ont eu lieu (cette année - NDLR) dans la bande de Gaza, principalement pendant l'opération israélienne « Hiver doux » en février 2008. 120 Palestiniens avaient été tués, dont 50 % de civils. Les tensions inter-palestiniennes ont encore aggravé la situation.

Peut-on selon vous parler d'un échec de la Conférence de Paris ou tout au moins de l'échec d'une solution économique à une question avant tout politique ?

D'un point de vue humanitaire, il est clair que l'aide sous ses différentes formes dans les Territoires palestiniens ne fera que tempérer la dégradation de la situation humanitaire, mais elle ne pourra pas y mettre un terme. Tant qu'une solution politique ne sera pas trouvée, nous assisterons malheureusement à l'aggravation de cette situation.

Entretien avec Mesky Brhane (Responsable du secteur des ONG à la Banque mondiale - Jérusalem).

Diriez-vous que vous avez réussi à remplir vos objectifs auprès des organismes publics ou des ONG, quelles difficultés particulières rencontrez-vous ?

En ce qui concerne nos relations avec l'Autorité palestinienne, nous arrivons à avoir des rapports directs. Mais nous avons bien sûr des difficultés en termes d'accès, de liberté de mouvement. Cela reste un problème majeur. Nous avons beaucoup de difficultés pour accéder à la bande de Gaza. En temps normal, je devrais y aller toutes les deux semaines. En réalité je n'arrive à y aller que tous les deux ou trois mois, en raison des restrictions de mouvement.

« Bien sûr nous avons des difficultés en termes d'accès, de liberté de mouvement. Cela reste un problème majeur »

Nous avons besoin d'une vision globale par rapport aux engagements de la Conférence de Paris. Avez-vous connaissance de programmes supprimés, d'engagements réduits par d'autres donateurs ?

Il est difficile d'évaluer cette question. En Cisjordanie, le travail que nous faisons est compliqué à poursuivre. Il est par exemple très difficile de mener des activités ou des projets dans la zone C, dans laquelle vit une large population palestinienne et d'y établir des infrastructures. Cela reste un problème et je suis personnellement concernée par la violence des colons qui habitent en Cisjordanie. La semaine dernière, une de mes amies a été visée par des colons en sortant de Ramallah. Elle était pourtant dans une voiture officielle des Nations unies.

Un an de mobilisation en France

La date de la Conférence de Paris de décembre 2007 coïncidait avec le lancement par la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine de la campagne « Paix comme Palestine » à l'occasion des 60 ans du conflit israélo-palestinien. 52 organisations solidaires du peuple palestinien, de nombreux citoyens et personnalités issues du monde culturel et intellectuel ont lancé un appel aux autorités françaises pour la création d'un État palestinien selon le droit international. 3 temps forts ont marqué cette année :

29 mars - Dans plus de 50 villes, des élus ont planté un olivier pour la paix :

Dans le cadre de cette campagne, une journée nationale d'action a été organisée dans plusieurs villes de France le 29 mars, veille de la Journée de la Terre, autour de l'olivier, symbole de paix commun à tout l'espace méditerranéen et profondément ancré dans la culture palestinienne. Appelés à planter un olivier pour manifester leur soutien à la création d'un État palestinien, de nombreux élus locaux dans plus de 50 villes, dont Paris, Marseille, Lyon, Lille, Montpellier, Nantes, Angers, Besançon ou Caen, des maires et adjoints, conseillers généraux ou régionaux, ont répondu en nombre à l'invitation des associations locales.

17 mai - 4 500 personnes à l'évènement « Paix comme Palestine » à Paris :

Avec des débats suivis par un public nombreux et attentif, issu de générations, de cultures et de sensibilités différentes, la journée du 17 mai a permis un rassemblement représentatif de la solidarité avec la Palestine développée ces dernières années dans la société française. Cette mobilisation s'est aussi manifestée par le soutien de plusieurs centaines de parlementaires et d'élus à l'initiative du 17 mai. Le message lu au nom de 50 sénateurs par Madame Monique Cerisier ben Guiga a été l'une des expressions concrètes de ce lien établi entre société civile et société politique. Plus encore, le débat central sur la politique européenne impliquant Palestiniens, Israéliens et élus européens (PSE) et français (UMP) a confirmé l'implication du monde politique pour la question palestinienne.

29 novembre - 50 villes mobilisées pour la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien :

En conclusion d'une année particulièrement riche en évènements de solidarité avec la Palestine, dans plusieurs villes, des murs ont été érigés puis symboliquement détruits pour alerter la population française sur les conséquences du Mur construit par Israël en Cisjordanie et faire connaître la lutte des Palestiniens contre la confiscation de leur terre. Après l'échec du processus d'Annapolis, les attentes déçues de la Conférence des donateurs de Paris de décembre 2007, la société civile française devra manifester une solidarité d'autant plus active. Au niveau européen, le « réhaussement » en cours des relations UE/Israël ainsi que les élections européennes de juin 2009 seront des occasions de manifester cette solidarité, pour faire avancer la Paix par le Droit.

2007 - 2008 : Cinq rapports essentiels

Depuis novembre 2007, cinq rapports ont été publiés sur la situation dans les Territoires palestiniens, tous dénoncent l'aggravation de la situation.

- Quelques jours avant la Conférence des donateurs de Paris, la **Banque mondiale** alertait les participants sur les conditions de l'efficacité de l'aide internationale : l'application du plan de réformes et de développement de l'Autorité palestinienne ne sera pas possible sans « *la levée des restrictions sur les biens et les personnes qui affectent la Cisjordanie et la bande de Gaza* ». Le rapport mentionnait l'importance de la bande de Gaza pour l'économie palestinienne : « *tout effort de reprise de l'économie palestinienne doit prendre en compte les impacts de la politique actuelle de blocus* ».
- En février 2008, plusieurs ONG internationales dénonçaient « *la pire crise humanitaire depuis 1967* » dans le rapport « **Bande de Gaza, une implosion humanitaire** ». Deux éléments clefs sont à prendre en compte : aujourd'hui 80% des familles dans la bande de Gaza dépendent de l'aide humanitaire contre 63% en 2006. Autre élément révélateur de la situation : 95% des activités industrielles sont suspendues. Au final, le blocus détruit peu à peu les infrastructures de base. Le gouvernement israélien empêche la maintenance et la réparation des services d'électricité et d'eau en interdisant l'importation de pièces de rechange. Il aggrave cette situation en coupant régulièrement l'approvisionnement en fuel et en électricité. Le rapport souligne avec force que : « *produit des hommes, la situation actuelle de Gaza aurait pu être évitée et, avec la volonté politique adéquate, peut encore être renversée* ».
- Autre « *produit des Hommes* » : la colonisation israélienne en Cisjordanie. L'organisation israélienne « **Peace Now** » montre qu'« *en dépit des engagements renouvelés du gouvernement israélien pendant le sommet d'Annapolis de geler la colonisation, les constructions se sont poursuivies et ont presque doublé* ». Le nombre d'appels d'offre a lui augmenté de 550%. A Jérusalem, des appels d'offre ont été émis pour 1 761 logements en 2008 contre 46 en 2007.
- A la même date, le **bureau de l'ONU à Jérusalem (OCHA)** dressait un bilan général de « **l'impact humanitaire des colonies et infrastructures israéliennes sur les Palestiniens en Cisjordanie** ». Première constatation : la politique de bouclage à la suite de la seconde Intifada, justifiée par le gouvernement israélien pour des raisons de sécurité, est « *intimement liée à la préservation de la liberté de mouvement des colons et à leur qualité de vie* ». 40% de la Cisjordanie est maintenant sous contrôle israélien. Le rapport montre la façon dont les routes reliant les colonies, en lien avec un vaste système de checkpoints et d'obstacles physiques, ont transformé la Cisjordanie en enclaves séparées les unes des autres. Le bureau de l'ONU montre aussi que la population des colons ne cesse de croître. Il est prévu que celle-ci double en 12 ans pour atteindre 900 000 personnes. « *Le problème est évident : les ressources de la Cisjordanie ne sont pas infinies. La pression sur les ressources naturelles (eau et terre) ne fera que s'accroître, au détriment du développement et de la liberté de mouvement des Palestiniens* ».
- En septembre dernier, le rapport **The Middle East Quartet : A Progress Report** est venu conclure cette année 2008 sur un constat d'échec : « *L'analyse de la situation sur le terrain révèle que dans cinq des dix domaines pour lesquels le Quartette avait défini de claires recommandations, aucun progrès n'a été enregistré* ». Cette absence de progrès, affirment les organisations, « *remet en question l'approche adoptée actuellement par le Quartette* ».

Sources : Investing in Palestinian Economic Reform and Development. Report for the Pledging Conference - World bank - November 2007 - www.worldbank.org/TheGazaStrip. A Humanitarian Implosion - A joint agency report - February 2008 - www.medecinsdumonde.org/EliminatingtheGreenLine - Peace Now - August 2008 - www.peacenow.org.il/TheHumanitarianImpactonPalestiniansofIsraeliSettlementsandOtherInfrastructureintheWestBank OCHA Opt - www.ochaopt.org - July 2007/ The Middle East Quartet : A Progress Report - Oxfam International - www.oxfamfrance.org September 2008

PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE

14, passage Dubaïl - 75010 Paris - Tél : 33 1 40 36 41 46

E-mail : pfpalest@club-internet.fr - www.plateforme-palestine.org

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, créée en 1993, est un regroupement de 40 organisations de solidarité internationale engagées en faveur d'une paix juste et durable entre les peuples palestinien et israélien. La Plateforme œuvre en ce sens en soutenant les revendications de ses partenaires palestiniens et israéliens. Le bulletin de la Plateforme est réalisé grâce au soutien du Ministère des Affaires étrangères et du Secours Catholique-Caritas France.

MEMBRES : AITEC, AFPS (Association France-Palestine solidarité), Association des villes françaises jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens, CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), CBSP (Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens, Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), CICUP (Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes), CIMADE, Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, CVPR-PO (Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient), Enfants du Monde-Droits de l'Homme, Enfants Réfugiés du Monde, Fédération Artisans du Monde, Génération Palestine, FSGT, GREP (Groupement des retraités éducateurs sans frontières), Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de la Paix, MRAP, Palestine 33, Pax Christi, Secours Catholique-Caritas France, Terre des Hommes France, UJFP (Union juive française pour la Paix). **MEMBRES OBSERVATEURS** : ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), Afran Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme, Amnesty International, Association « P our Jérusalem », Collectif judéo-arabe et citoyen pour la paix - Strasbourg, Coordination Sud, CRID, Francas, GAIC (Groupe d'amitiés islamo-chrétienne), Handicap International, Médecins du Monde, MIR (Mouvement International de la Réconciliation), RITIMO, SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), Tiens voilà encore autre chose.

Directeur de publication : Bernard Ravenel

Comité de rédaction : Maxime Guimberteau, Bernard Ravenel, AFPS, CCFD, Cedetim, Cimade, Gref, LDH.